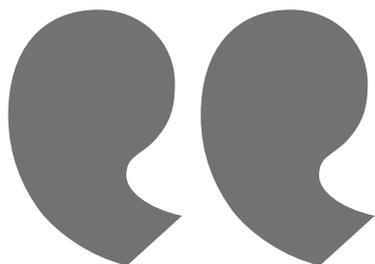


L'avis du panel développ



▲ Le panel développement durable en séance.



Notre rôle est de proposer à EDF une orientation constructive en matière de développement durable en nous appuyant sur nos propres expériences, nos convictions et notre engagement dans ce domaine. Nous cherchons à faire évoluer rapidement la situation, sans céder au découragement lorsque les résultats à court terme ne sont pas entièrement satisfaisants.

Nos échanges sur l'accès à l'énergie dans les pays en voie de développement ont été fructueux. EDF a décidé de regrouper, dans le cadre d'une politique unique et sous la direction d'une seule structure de gestion, les divers programmes consacrés à ce sujet. Cette expérience permettra de tester un modèle de financement et d'entreprise propre à stimuler le développement économique local et à encourager l'utilisation des énergies renouvelables. Le second objectif consiste à rendre ce type de programme facilement transposable. EDF pourrait ainsi affirmer son engagement en faveur de l'accès à l'électricité dans les pays en voie de développement, y compris ceux où le Groupe est absent. Par ailleurs, EDF se distingue par sa

volonté d'adopter une attitude responsable face à la pénurie de carburant qui affecte ses principaux marchés. Nous avons déjà abordé cette question et avons l'intention de continuer à l'examiner. Enfin, nous remarquons avec satisfaction que le rapport développement durable du Groupe est chaque année plus concret et davantage centré sur les activités de l'entreprise. Nous n'avons d'ailleurs jamais cessé de rappeler que les actionnaires accordaient plus d'importance aux actes qu'aux déclarations vertueuses.

Notre travail dans le domaine du climat et de l'énergie n'a pas encore l'impact attendu. EDF est cependant loin de sous-estimer les risques liés au changement climatique. L'entreprise participe activement au débat et s'est engagée à investir dans l'éolien. Nous souhaiterions cependant que le Groupe dans son ensemble atteigne rapidement son objectif de produire 95 % d'électricité sans émission de CO₂. Cette perspective est envi-

sageable à condition de sensibiliser l'utilisateur à la maîtrise de la demande d'énergie et à l'efficacité énergétique. Ces changements d'habitude permettraient de fermer davantage de centrales thermiques. Nous proposons en outre qu'EDF se fixe pour objectif, à long terme, de cesser totalement ses émissions de CO₂. Nous considérons en effet que des défis de ce type encouragent la compétitivité et l'innovation. Il serait également souhaitable d'anticiper la vulnérabilité du réseau de grandes centrales existant face aux catastrophes climatiques et à la concurrence d'unités décentralisées de moindre taille. La hausse des prix du gaz et du pétrole ainsi que le coût de la réduction des émissions de CO₂ continueront de jouer en faveur des fermes éoliennes offshore et d'un développement des installations hydroélectriques. La production d'électricité et la prise en charge du chauffage par les particuliers, grâce aux nouvelles technologies décentrali-

Le panel développement durable

Il est constitué de personnalités connues pour leur engagement dans les différents domaines du développement durable et de l'action citoyenne. Ses membres se réunissent deux fois par an pour aborder les questions qui touchent à la stratégie du groupe EDF. Leurs recommandations détaillées peuvent être consultées sur le site : www.edf.com/21801i/Accueilfr/Developpementdurable/Ungroupeouvert.html



EDF Médiathèque - Julien DANIEL

sées (systèmes solaires intégrés, centrales de chauffage et d'électricité à partir de biomasse, etc.), devraient également s'en trouver favorisées.

EDF reconnaît que de tels objectifs sont « philosophiquement » désirables. Nous comprenons bien que son attitude dépend essentiellement de la volonté de son principal actionnaire, l'État français, d'agir en faveur d'une réduction durable des émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, dans le contexte européen actuel, EDF ne souhaite pas, face à la concurrence, prendre de risques sur les questions climatique et énergétique. L'Union européenne commence à peine à mettre en place un marché de permis d'émissions négociables. Ce dernier fonctionne bien, mais il a, dès sa mise en place, sous-estimé la capacité des industriels à réduire leurs émissions de CO₂. Il n'incite donc plus les entreprises à dépasser les quotas négociés.

Nous souhaitons sincèrement voir EDF maintenir sa position de leader sur ces questions et donner l'exemple en se prononçant en faveur de mesures plus strictes, susceptibles d'accélérer l'élimination des centrales thermiques à flamme ou d'imposer le captage et stockage d'inévitables émissions résiduelles. Fidèles à notre mission, nous ferons tout notre possible pour qu'EDF adopte une position stratégique sur les questions de développement durable auxquelles le Groupe se doit d'apporter des réponses.



COMPOSITION DU PANEL

BRENDA BOARDMAN, Université d'Oxford, Royaume-Uni
Responsable de Lower Carbon Futures. Responsable de la section Énergie de l'Environmental Change Institute, université d'Oxford.

CLAUDE FUSSLER, France
Conseiller en stratégies de développement durable et d'innovation. Membre du conseil d'administration de WBCSD. Conseiller du Pacte mondial des Nations unies.

PETER GOLDMARK, États-Unis
Directeur de la campagne Climat au sein de l'Environmental Defence Fund, États-Unis. Ancien PDG de l'*International Herald Tribune*.

DANIEL LEBÈGUE, Transparency International, France
Président de la section française de Transparency International. Ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

PHILIPPE LEVÈQUE, Care International, France
Responsable de la section française de l'ONG de développement international et d'assistance d'urgence CARE International.

EZIO MANZINI, Politecnico Milano, Italie
Professeur de design au Politecnico de Milan. Professeur titulaire de design dans le cadre du programme de recherche patronné par l'université polytechnique de Hong Kong.

FRITZ VAHRENHOLT, Repower, Allemagne
Président du conseil d'administration de Repower Systems AG, ancien sénateur à l'environnement de la ville de Hambourg et ancien membre du conseil d'administration de Deutsche Shell.

FARID YAKER, Enda, France
Responsable d'Enda, ONG spécialisée dans les programmes d'investissement et de développement pour les pays du Sud.

RAJENDRA. K. PACHAURI, TERI, Inde
Conseiller spécial du Panel. Directeur général de Tata Energy Research Institute et président du panel intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations unies.

JEAN-LOUIS MATHIAS, groupe EDF
Membre du TOP 4. Directeur général délégué Intégration et Opérations Dérégulé France.

YANN LAROCHE, groupe EDF
Membre du TOP 4. Directeur général délégué ressources humaines.

CLAUDE NAHON, groupe EDF
Directrice du Développement durable.

FABIENNE CARDOT, groupe EDF
Chef de mission Éthique et Parties prenantes.